

Zeitschrift: Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Herausgeber: Alliance de Sociétés Féminines Suisses

Band: 83 (1995)

Heft: 1

Artikel: Plutôt l'Europe que Blocher !

Autor: Klein, Sylviane

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-280572>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Plutôt l'Europe que Blocher !

Histoire de ne pas laisser grandir le populisme, les Suisseuses diront peut-être oui à l'Union européenne.

Stella Jegher est membre du groupe Frauenrat für Aussenpolitik. Le 6 décembre 1992, elle a résolument dit non à l'EEE. Comme beaucoup de féministes outre Sarine. Parce que cette Europe-là, essentiellement économique, exclut une multiplicité de peuples et de cultures. Un «cartel des puissants» qui laisse aussi pour compte les exclus et les plus démunis de notre société. Comme bien des femmes, Stella Jegher refusait une société dictée par les seuls impératifs économiques et matériels.

Aujourd'hui, elle pose un regard différent sur l'Union européenne. «A quoi sert de faire campagne contre de grandes or-

ganisations que l'on trouve mauvaises, comme le GATT ou la Communauté européenne, mais contre lesquelles on ne pourra pas lutter de l'extérieur?», se demande-t-elle, tout en confiant que le non à l'EEE, comme celui au FMI à l'époque, se situait à un niveau symbolique. Une certaine mélancolie dans la voix reflète bien l'aspect idéaliste qui domine dans sa prise de position. Fondamentalement, ses convictions n'ont d'ailleurs guère changé. Elle relève la faiblesse du pilier social, l'incapacité européenne à régler le problème serbe et le déséquilibre toujours aussi prononcé entre le Nord et le Sud: «La construction européenne sert surtout à bâtir un troisième bloc économique qui renforce les pays nantis du Nord, contre ceux du Sud. Mais ceci s'inscrit dans un contexte économique mondial difficile à influencer.»

frontières toutes les personnes exclues de notre société.»

Agir de l'intérieur des institutions en place, telle pourrait être la motivation des femmes suisses en faveur de l'Union européenne.

En Suisse, le débat féminin sur l'Europe stagne depuis 1992. D'autres sujets brûlants ont pris le relais. «La roue tourne, et l'action immédiate l'emporte sur les réflexions et les regrets», constate la présidente de l'Association suisse pour les droits de la femme, Simone Chapuis. Même constat pour Véronique Pürro, collaboratrice personnelle de Christiane Brunner, dans *Horizon femmes suisse europe* de mars 1994: «Le soufflé est retombé», dit-elle en se souvenant de l'enthousiasme de certaines femmes lors de la campagne. Déçue par le refus de ses compatriotes, elle s'est lancée activement dans l'initiative du Comité Né le 7 décembre 1992. Elle reconnaît que le débat européen a eu des effets positifs: «Il a permis à des femmes de bords politiques différents de se regrouper et d'échanger des points de vue enrichissants.» Le groupe Femmes suisses pour l'EEE est devenu Groupe femmes et économie. Après le 6 décembre, les débats se sont poursuivis sur d'autres thèmes: le GATT, la loi sur l'égalité, la TVA, etc.

Fort du refus des Suisses et des Suisseuses, le Conseil national avec Swisslex n'a repris aucune des directives en faveur des femmes. «Mais le véritable échec, souligne encore Véronique Pürro, c'est la victoire du nationalisme et de l'intolérance, dont on sait qu'ils ont toujours abouti à des résultats dramatiques pour les femmes. On a laissé le populisme s'exprimer ouvertement et on lui a donné une crédibilité!» C'est peut-être ce qui amène aujourd'hui certaines féministes suisses alémaniques à être plus favorables à une intégration de la Suisse à l'Europe qu'elles ne l'étaient face à l'EEE. Sans le vouloir, en 1992 elles ont renforcé le pouvoir d'une droite populiste, leurs voix s'accumulant. Et c'est l'argumentation blocherienne que l'on a mise en exergue. Des idéaux féministes, nul n'a fait écho. Aujourd'hui, il s'agit pour les féministes de lutter contre ce populisme rampant.

L'un des principaux thèmes du cinquième Congrès des femmes qui se déroulera en janvier 1996 sera consacré à l'Europe. Ce projet et les initiatives en cours pour et contre l'adhésion de la Suisse à l'Union européenne permettront de relancer le débat. Il en est temps!



Agir de l'intérieur

Stella Jegher espère que les femmes, avec l'Europe, trouveront les moyens de mieux s'organiser. Elle croit en un lobby féminin européen et appelle à la solidarité avec les plus vulnérables: «L'adhésion à la Communauté pourrait renforcer la lutte des Suisseuses pour leurs droits. Mais attention, il ne s'agit pas de développer seulement une solidarité entre femmes les plus favorisées, celles qui ont déjà accès à l'économie ou à la vie politique par exemple, mais de soutenir au-delà des